



Paris, le 16 décembre 2020

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### Plan Pollinisateurs

#### La FNSEA appelle le Premier Ministre à retrouver la voie du dialogue

Annoncé dès août par la Ministre de la transition écologique, le Gouvernement a présenté au monde agricole, le 4 décembre dernier, son projet de plan de protection des pollinisateurs. Alors que les discussions viennent de démarrer et alors même que la FNSEA et ses associations spécialisées avaient apporté une contribution au mois d'octobre, le Gouvernement envisage d'avancer à marche forcée, en l'absence de réelle concertation.

La FNSEA a pourtant exprimé de manière claire et volontaire son accord pour améliorer de manière ambitieuse la protection des pollinisateurs, qui rappelons-le, sont indispensables à la production agricole. Des mesures ont été proposées, dans quatre domaines :

- L'amélioration des pratiques permettant de favoriser l'alimentation des abeilles, notamment via des implantations de culture mellifères au moment où les pollinisateurs en ont besoin ;
- Un volet sanitaire permettant d'engager des actions préventives de protection des ruches ;
- Un volet sur les traitements de protection des plantes, adaptées à leurs spécificités mellifères ;
- Des outils de dialogue entre agriculteurs et apiculteurs allant au-delà des actions, nombreuses, déjà mises en œuvre.

Pour des raisons d'affichage, difficilement compréhensibles sur un tel sujet, le Gouvernement avance, sans aucune étude d'impact, sans tenir compte des approches différentes au niveau européen et sans écouter nos alertes argumentées, sur un renforcement du volet réglementaire créant des distorsions majeures. Il envisage la mise en consultation publique, dès la semaine prochaine, d'un projet d'arrêté modifiant les conditions d'homologation et d'utilisation des produits phytosanitaires, qui viendra en contradiction avec les autres volets de ce plan (alimentation et santé des abeilles), pourtant essentiels à l'atteinte des objectifs !

Tel que présenté, ce projet de texte, sur lequel la concertation a été réduite à sa plus simple expression, va obliger les agriculteurs à travailler de nuit pour faire leurs traitements de cultures.

Mais surtout, il sera source de nouvelles distorsions de concurrence pour les agriculteurs français qui n'auront plus accès à certains produits de traitement, alors même que nos voisins européens continueront à les utiliser. Il conduira à des reculs voire des abandons de certaines productions en France, notamment les plus mellifères. Une fois de plus, et contrairement à tous les engagements pris par le Président de la République, la France va prendre la voie de la réduction de sa propre production au profit des importations.

Une voie incompréhensible car cela rend totalement inopérant le plan protéines qui vient d'être annoncé et soutenu dans le plan de relance !

Face à la montée de l'exaspération des agriculteurs sur le terrain, la FNSEA en appelle au Premier Ministre et demande un rendez-vous de toute urgence pour remettre de l'ordre, du pragmatisme et de la rationalité dans la méthode de prise de décisions qui impactent des filières entières. La voie du dialogue est encore possible, saisissons-la.

Sans réponse, le terrain s'exprimera.

#### Contact presse :

FNSEA - Marion Fournier – 07 60 29 56 17 – [marion.fournier@reseaufnsea.fr](mailto:marion.fournier@reseaufnsea.fr)